

Constitution : piètre copie d'un régime en panne

Hormis les habituels relais du pouvoir, la presse dans son ensemble est restée dubitative quant à l'utilité de cet exercice de communication. Le grand ratage souligné dans les commentaires vint, effectivement, confirmer tous les préjugés des courants de l'opposition qui avaient rejeté l'avant-projet avec son «eau de bain» politique bien avant le plaidoyer d'un certain Ouyahia.

De ce «non-événement» qu'ignore une bonne partie de la classe politique, il demeure tout de même quelques traces des prestations de l'éternel porte-parole qu'est Ouyahia. Celui qui a été capable d'affirmer une profession de foi politique un moment puis de l'abandonner pour une autre tout en feignant la sincérité. C'est qu'après le viol de la Constitution en novembre 2008, c'est-à-dire 5 petits mois avant la fin du second mandat de Bouteflika, le revoilà investi de la même opération pour faire de l'exégèse à partir d'un fatras de dispositions que les constitutionnalistes de grande notoriété ont déjà qualifié de saupoudrage inutile. En clair, «l'hypothèse d'un changement de régime n'a pas été retenue»⁽¹⁾ ce qui suppose que la réécriture partielle de la loi fondamentale et surtout son adoption solennelle constitueront un véritable appel d'air pour le Président. Celui de pouvoir se prévaloir d'avoir modifié les caractéristiques du futur Etat dont la naissance est fixée à la fin de l'actuelle mandature ! Voilà comment l'on s'apprête à disqualifier le débat réel sur la vacance actuelle au sommet en lui substituant une réalité tangible à travers son projet ! Sauf qu'il faudra attendre 2019 pour autoriser les débats au sujet de la succession.

Ouyahia a qui fut dévolue la mission de défendre cette «cause» ne pouvait ignorer que le parterre de journalistes l'interrogerait en particulier sur le «rétro-pédalage» relatif à la limitation des mandats mais aussi sur

l'obsession quasi compulsive du pouvoir de triturer à l'excès la Constitution pour la retailer en fonction de ses caprices du moment. Or, dans l'épreuve du feu roulant des questions, il se révéla mal à l'aise au point de recourir à la facétie pour loucher. Et c'est ainsi qu'il se surprend à affirmer que l'avant-projet en question n'est pas un changement de Constitution mais un «enrichissement».

Surprenant aveu qui reconnaît implicitement que le principe de l'alternance que l'on avait gommé en 2008 a été un acte de régression ! Mais alors quels étaient à cette époque les arguments avancés pour son abolition et qui en fut le terrible procureur pour cette abrogation ? Mais Ouyahia himself ! C'est bien lui qui est allé chercher chez le vertueux électoralat cette «peine de ne pouvoir désigner autant de fois qu'il le souhaite le même président».

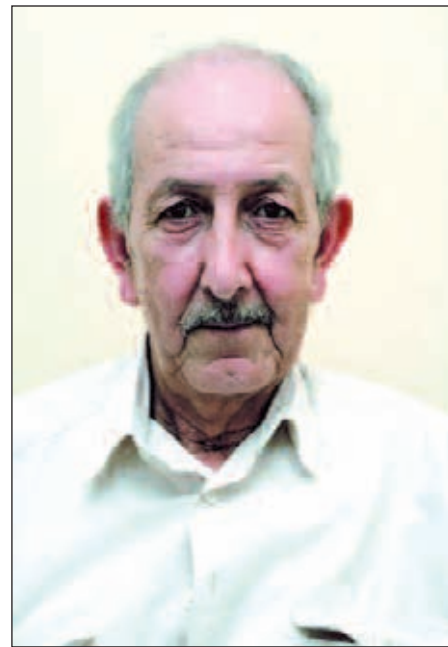
Toujours dans la même veine de son propos, l'on se souvient également d'une harangue jetée en pâture à un Parlement acquis : «C'est à vous d'accomplir ce redressement démocratique», disait-il. De même qu'il persiste actuellement dans la dénégation en faisant ressortir faussement le cheminement quasi filial des différentes Constitutions afin d'innocenter Bouteflika quant à son aversion marquée par tous les garde-fous qui le contraignent dans son appétit excessif des pouvoirs. Or, la parenthèse qu'il a consacrée aux enchaînements des Constitutions pour exacte qu'elle soit, ne devrait pas, par contre, lui faire conclure «qu'on n'a pas changé de Constitution depuis l'indépendance» (sic). Ce dernier point est tout à fait imprécis même s'il est remarquable qu'aucune de toutes les lois n'a osé envisager la possibilité d'une seconde république. Or, ce blocage historique, intériorisé par tous les prédecesseurs de Bouteflika comme le

saut dans l'inconnu, ne se nourrit-il pas de «l'esprit du système» auquel tous, sans exception, doivent leur ascension ? Celui-ci est d'ailleurs une des caractéristiques de la philosophie du pouvoir contemporain à l'indépendance et qui édicte de ne jamais bouleverser les fondamentaux reçus et se contenter d'agir sur les modalités ponctuelles de son fonctionnement. C'est ce que l'histoire de nos institutions illustre parfaitement à ce jour encore. Car l'on peut remonter jusqu'à Ben Bella pour retrouver sans peine l'origine des crédos qui ont soutenu tous les textes constitutionnels dont le sigle RADP que l'on agit comme un tabou.

Après la période grise allant du 19 juin 1965 à décembre 1976 au cours de laquelle l'Etat a fonctionné sans loi fondamentale, Boumediène fera plébisciter une Constitution d'inspiration franquiste. Plus tard, son successeur Bendjedid se résoudra en février 1989 à changer de loi sous la pression de la révolte d'Octobre 1988.

Bien que ce texte ait gommé les références idéologiques au concept «parti-Etat», il est cependant demeuré tout à fait muet sur les questions identitaires. Et c'est à Zeroual que l'on doit le toilettage de 1996.

Celui qui introduisit une dose d'amazighité et redessina le pouvoir législatif en instaurant une seconde chambre (Sénat). Or, ces quatre Constitutions-clés, ayant accompagné les moments forts de la vie politique du pays, n'ont eu finalement que peu d'effets sur la pratique du système et ses procédés pour façonner des légitimités. Elles ne servirent en fait qu'à la légalisation des pouvoirs avant leur ratification formelle par le «vote», comme ce fut le cas en 1999 par la promotion de Bouteflika. Autrement dit, la filiation des pouvoirs que le pays a connue n'avait que peu à voir ou à devoir à la Constitution en vigueur lors du choix.



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

Les adoptions des cabinets noirs valant plébiscite, comment donc ne pas donner raison à la suspicion de l'opinion à laquelle l'on persiste à vouloir vendre des ravalements institutionnels au tarif d'un changement vital des mœurs politiques ? Hélas, Bouteflika, malgré le crépuscule de sa longue carrière, demeure figé dans les vieilles certitudes que le «système» ne peut jamais s'effondrer.

Une conviction certainement traduite en ordre et qui permet au VRP Ouyahia de faire les louanges du timonier puis de vendre à l'opinion un lendemain fixé en 2019.

B. H.

(1) In l'interview de la constitutionnaliste Fatiha Benabbou dans *El Watan* du jeudi 7 janvier.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Touche pas à mon mandat !

Et pour l'équipe nationale de foot composée de 98% de non-résidents en Algérie depuis leur naissance, elle dit quoi...

... la nouvelle Constitution ?

C'est trop facile de venir te planter devant moi en 2016, ta nouvelle Constitution sous le bras, et m'annoncer benoîtement le retour de la limitation des mandats présidentiels à deux. Ah ! Non ! Non M'sieur ! Qui te dit que ça me rend heureux de me voir chiper sous le nez le mandat à vie ? Et pourquoi t'y touches à mon mandat à vie ? Tu ne m'avais pas dit, y a quelque temps déjà, que le mandat à vie, c'était la garantie d'une «stabilité stabilisante» pour l'Algérie ? Qu'il ne fallait pas considérer les canons de la démocratie occidentale comme les seuls modèles, que l'alternance au pouvoir n'était qu'un leurre des Européens posé sur le comptoir d'un bar de Stockholm par une pépé suédoise vachement gironde ? Maintenant que je suis convaincu de la sincérité de ton approche, de la solidité de ton argumentaire, de la spécificité du mandat à vie à l'algérienne, tu voudrais m'en priver ? Et que voudrais-tu que je fasse de présidents de la République qui n'arrêteraient pas de changer, tous les deux mandats ? C'est une affaire à te refiler le tournis, cette alternance

speed. C'est même indécent, limite la yadjouz, cette tournante présidentielle ! Ça y est khô ! J'y ai pris goût aux scotchés du fauteuil. Imagine un peu le choc en face d'un Président debout. Allallalla ! Quoi, un Président debout ? C'est louche aux yeux du quidam que je suis et qui ne voit depuis des lustres qu'un raïs assis, planté dans son siège comme un bonsaï centenaire. Au-delà de nos petites personnes d'adultes égocentriques, sais-tu qu'il y a dans ce pays des adolescentes et des adolescents qui n'ont vu et connu qu'un Président assis, sur un fauteuil roulant ? On a bien tenté de leur fourguer de temps à autre des vidéos tournées en Super 8 Agfa-Color de Abdekka marchant, mais ils ont vite flairé le bidouillage. Leur châtelain, les mioches, qui seront les adultes de demain (quelle phrase creuse, mon Dieu !), ils le veulent assis, moulé dans le siège et sans date de péremption. Remballe ta mouture de Constitution, fais-en du marc de café, cale un pied de lit dessus, mais oublie la limitation des mandats. Maintenant qu'on l'a depuis Mathusalem, on ne va pas le lâcher ! On le garde. Il supplierait de le laisser s'en aller, qu'on le forcerait à rester ! Même dans le formol ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.